

**ALLOCUTION DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL**  
**Chef de la Délégation Malgache**

*24<sup>e</sup> Conseil d'Administration de l'UN Habitat  
15 au 19 avril 2013*

*« Développement urbain durable : le rôle des villes dans la création des meilleures opportunités économiques pour tous, en tenant spécialement compte de la jeunesse et de l'égalité du genre »*

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Exécutif, Mesdames et Messieurs,  
C'est avec un réel plaisir pour Madagascar de prendre part à cette 24<sup>ème</sup> session du Conseil d'Administration de l'UN HABITAT.

Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection. Aussi, je profite cette occasion pour vous manifester l'entière disponibilité de Madagascar à travailler ensemble avec vous pour les objectifs fixés par l'UN HABITAT durant votre mandat.

Mon intervention à cette 24<sup>e</sup> session du Conseil d'Administration de l'UN Habitat portera sur la présentation succincte de l'état des lieux des villes et de l'habitat à Madagascar, et les axes stratégiques qui pourraient orienter notre coopération pour les prochaines périodes de programmation.

Mais avant toute chose, permettez-moi de saluer au nom du gouvernement malgache les efforts menés par l'UN Habitat à Madagascar. En tant que représentant du département en charge de l'habitat et de l'urbain, je peux affirmer ici que l'UN Habitat a été et reste un partenaire tout aussi important que permanent dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat à Madagascar.

C'est avec le soutien de l'UN Habitat et sans oublier évidemment celui du système des Nations Unies que nous jouissons actuellement de multiples réalisations au profit de l'amélioration des conditions de vie des malgaches et du développement en général.

Je tiens à citer en particulier l'adoption de la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire et de la Politique Nationale de l'Habitat ; l'élaboration des outils de planification stratégique et territoriale qui inaugure la mise en œuvre de ces deux politiques, à l'instar du Schéma National d'Aménagement du Territoire, des schémas régionaux et des plans d'urbanisme ; et le programme en cours d'amélioration des bidonvilles et de sécurité humaine.

En outre, je ne saurais oublier la contribution récente de l'UN Habitat pour l'organisation du 1<sup>er</sup> Forum National Urbain de Madagascar, qui s'est déroulé à Antananarivo les 26, 27 et 28 mars dernier.

Monsieur Le Directeur Exécutif de l'UN Habitat,

Sachez que la Vice-Primature en charge du Développement et de l'Aménagement du Territoire ainsi que le peuple malgache sont profondément reconnaissant envers vous de votre appui indéfectible.

Cette 24<sup>e</sup> session du Conseil d'Administration de l'UN Habitat est consacrée au thème du développement urbain durable. A ce propos, rappelons que Madagascar est reconnue mondialement comme étant un sanctuaire de la nature, cependant ses ressources naturelles ne cessent de subir les pressions croissantes de l'urbanisation, et des activités économiques d'exploitation forestière ou minière.

Le rapport publié récemment par la Banque Mondiale a montré que les multiples actions de conservation, réalisées sur l'étendue du territoire national ne suffisent pas à pallier les dégradations à grande échelle.

Ainsi, avant qu'il ne soit trop tard, le pays doit faire face à plusieurs défis et traiter ces préoccupations environnementales tant dans ses dimensions rurales qu'urbaines.

Le présent thème du développement urbain durable nous interpelle dans la mesure où nous sommes dans l'obligation de mobiliser et de capitaliser différentes ressources aussi bien humaine, organisationnelle que financière pour y faire face. La réalité nous amène à penser autrement ces défis. D'ailleurs, c'est le cas de Madagascar, mais aussi de quelques pays africains, où depuis des décennies la priorité de nos pays donne avantages au monde rural. Pour preuve, tant de partenaires, de ressources et de programmes d'activités sont opérationnels dans le domaine du développement rural, alors qu'on ne dénombre que quelques intervenants au niveau de l'urbain. N'est-il pas indispensable de faire évoluer cette situation, en faveur de l'urbain, dans un état d'esprit plus évolué et plus intégré passant du « rural pour le rural » à une nouvelle approche « rural avec urbain » ?

Les orientations de l'Aménagement du Territoire, tel qu'il est défini dans le Schéma National d'Aménagement du Territoire, a d'ailleurs été pensée suivant cette approche intégrée rural-urbain. Ainsi, les Espaces de croissance, choisis comme prioritaires au niveau national, fonctionnent de telle manière que leurs pôles urbains puissent disposer des services publics, des services économiques et des services sociaux nécessaires au réel développement de leurs arrière-pays ruraux.

Nous sommes maintenant dans le devoir de mener des lobbys auprès des actuels partenaires de développement à penser sur les causes urbaines mais aussi à sensibiliser de nouveaux partenaires pour renforcer les acteurs qui soutiennent ces initiatives urbaines. Mais cette démarche devrait trouver aussi un réel appui, un soutien tangible auprès de notre partenaire de toujours qu'est l'UN HABITAT. Nous sollicitons votre accompagnement, votre soutien pour qu'ensemble nous pourrions améliorer les choses.

A présent, je voudrais, Mesdames et Messieurs, vous partager les préoccupations majeures en matière d'habitat et d'urbain à Madagascar.

D'après les statistiques officielles, notre pays est actuellement en pleine transition urbaine, avec son taux d'urbanisation de 33% et son taux de croissance urbaine de plus de 4%. Combinée avec les effets néfastes de l'actuelle crise politique et économique, cette mutation pénalise grandement les villes et ses habitants.

Aussi, il est primordial de résoudre les problèmes de surpeuplement, d'assainissement, d'insécurité, d'exclusion, de prolifération d'habitats insalubres et précaires, de congestion de la circulation, de manque d'équipements et d'infrastructures, et tant d'autres problèmes, dans les villes et agglomérations.

Pour cela, le 1<sup>er</sup> Forum National Urbain nous a permis de tracer les voies à suivre pour engager un développement urbain durable et harmonieux, à travers une Déclaration solennelle des acteurs, qui elle-même est traduite en un Agenda Urbain pour le court, moyen et long terme.

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Exécutif, Mesdames et Messieurs, Conformément au thème de ce 24<sup>e</sup> Conseil d'Administration de l'UN Habitat, j'ai le plaisir de vous exposer quelques axes stratégiques retenus dans cet Agenda Urbain malgache.

La préparation et l'adoption de la Politique Nationale Urbaine suivant des processus participatifs et inclusifs s'avère indispensables. En effet, le développement urbain durable nécessite en premier lieu une politique réfléchie et cohérente, à laquelle les ministères sectoriels et les partenaires techniques et financiers du pays prendront référence. En second lieu, il s'agit d'engager un processus de développement rural et urbain bien articulé, pour

que les villes soient suffisamment équipées pour accompagner la modernisation de l'agriculture d'une part et la modernisation de leurs propres économies d'autre part.

A cet effet, il est opportun d'assurer la relance et la généralisation des opérations de développement des zones d'activités économiques urbaines et périurbaines. Par la même occasion, les programmes d'amélioration de l'environnement des affaires doivent être poursuivis, en particulier ceux portant sur la bonne gouvernance, la sécurisation foncière, la facilitation des procédures administratives, la régulation du marché immobilier, l'assouplissement du cadre fiscal et la lutte contre l'insécurité et la violence urbaine. Il en est de même pour les programmes d'amélioration des services urbains, notamment les programmes relatifs à la gestion efficace des déchets urbains, la gestion durable des transports urbains, la production d'énergies ainsi que le renforcement des services sociaux de base.

Nous sommes entièrement convaincus que les richesses produites par les villes doivent être redistribuées et réinvesties dans les villes, afin de garantir plus d'épanouissement économique aux secteurs privés et à la population, de telle sorte que les villes puissent davantage contribuer au développement de l'économie nationale.

Plus particulièrement, il est important de développer les opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes dans le cadre de tous les programmes publics nationaux et locaux. Dans un pays comme Madagascar, où la composition par âge et par sexe de la population se caractérise par la prédominance de la population jeune et de la population féminine, et ce aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, il est inconcevable d'ignorer les rôles

importants joués par ces groupes d'acteurs dans le processus de développement.

Lors du 1<sup>er</sup> Forum National Urbain, quand nous avons organisé un concours pour les jeunes, nous avons été témoins du dynamisme, de l'énergie et de la volonté de la jeunesse malgache à développer leur ville. A cette occasion, une jeune fille de 15 ans a gagné le prix du meilleur exposé urbain et une jeune femme de 28 ans a gagné celui du meilleur discours d'un candidat au Maire.

Aussi, je voudrais souligner l'intérêt de favoriser l'esprit d'entreprise et d'assurer la pleine satisfaction des besoins de chaque citoyen, notamment des jeunes et des femmes.

En outre, les investissements publics en milieu urbain doivent être renforcés pour soutenir les initiatives économiques des individus, des ménages et des entreprises, quel que soit leur envergure.

Les moyens pour y parvenir ne sont autres que le renforcement des financements alloués au secteur urbain dans la finance publique, la décentralisation financière plus poussée au profit des collectivités locales, le développement du partenariat public privé, et la multiplication des coopérations avec les Partenaires Techniques et Financiers.

Enfin, j'aimerais ajouter que la protection des zones sensibles en milieu urbain et la sauvegarde des patrimoines architecturaux et paysagers figurent également parmi les axes stratégiques de notre Agenda Urbain. Ces actions permettent respectivement de mieux prévenir les différents risques urbains, notamment ceux liés aux catastrophes naturelles, et de se procurer de nouvelles richesses tout en préservant l'identité culturelle et sociale du pays.

Pour conclure, les acteurs urbains malgaches sont maintenant conscients de la priorité nationale du développement des villes, et le Gouvernement de la

Transition, à travers mon département, exprime un engagement ferme de concrétiser cette priorité.

Ainsi, je fais appel à votre bonne volonté de continuer à nous appuyer dans ce grand défi et d'intégrer ces actions stratégiques et prioritaires pour le développement des villes malgaches dans les futurs programmes de l'UN Habitat.

Aussi, je souhaite une longue vie à nos relations de coopération et de partenariat.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre aimable attention.